

Position des Amis de la Terre pour des sociétés soutenables

Mars 2011

Ce texte expose la position des Amis de la Terre pour des sociétés soutenables. Il constitue le cadre général dans lequel se situent les autres contributions théoriques et pratiques des Amis de la Terre France (comme les campagnes et les mobilisations qu'ils mettent en place). Les Amis de la Terre y désignent sans concessions les adversaires auxquels il convient de s'opposer. Ils proposent des alternatives au système capitaliste, au dogme de la croissance ainsi qu'au techno-scientisme et appellent ceux qui partagent leurs idées à les accompagner dans leurs plaidoyers et leurs combats.

Pour les Amis de la Terre la convergence des crises écologiques et sociales appelle à la nécessité d'engager une transition vers des sociétés soutenables qui permettent d'articuler la satisfaction des besoins fondamentaux et la préservation des écosystèmes. Ces sociétés, fondées sur la sobriété et sur l'équité, sont aussi celles de la dignité humaine et de l'accomplissement de soi, la vraie richesse de l'être humain résidant dans sa dimension sociale et spirituelle plutôt que dans l'accumulation de biens.

Dans cette perspective, les Amis de la Terre, en s'appuyant sur le concept d'espace écologique, proposent des alternatives : relocalisation, renouvellement de la démocratie, de l'entreprise et de l'économie, et soutiennent les multiples initiatives qui préfigurent les sociétés soutenables.

1 - CRISE ÉCOLOGIQUE ET CRISE DE SOCIÉTÉ

1.1- Les écosystèmes au bord de la rupture

Le climat se dérègle, les disparitions d'espèces animales et végétales se multiplient, les pollutions sont omniprésentes, l'eau douce se fait de plus en plus rare, les terres se dégradent. La sécurité alimentaire est menacée et les ressources fossiles et minérales approchent de l'épuisement.

Cette situation multiplie les risques de conflits majeurs induits par la raréfaction des ressources et par les déplacements de populations qui font suite à la dégradation de leurs lieux de vie.

1.2 - Le capitalisme et le productivisme, modèles à dépasser

Le modèle économique actuel est basé sur la compétition et la croissance présentées comme moteurs du progrès et d'une vie meilleure. Ce modèle bénéficie aux grandes entreprises et à une minorité de la population. Il met au second plan les aspects sociaux, environnementaux et culturels, néglige les droits humains, exclut et meurtrit les plus pauvres. Le PIB, indicateur majeur de pilotage de l'économie productiviste, ne permet pas d'évaluer le bien-être et la soutenabilité écologique de nos sociétés. A l'inverse il comptabilise positivement les activités nuisibles et de réparation des dégâts sociaux et environnementaux.

Le mode de vie d'une minorité, matériellement et moralement insoutenable, ne persiste qu'à la condition de maintenir une majorité dans la misère. Il associe les privations subies par les plus pauvres aux dégâts de l'hyperconsommation soutenue par les moyens énormes de la publicité.

1.3 – Un croissance infinie est impossible dans un monde fini

Toute croissance économique est indissociable d'une augmentation des prélèvements de ressources naturelles et de la production de déchets. La « croissance verte » n'échappe pas à cette règle. L'efficacité énergétique s'améliore mais l'augmentation continue de la production et de la consommation annihile tous les effets positifs qui auraient dû en découler, ce qu'on appelle l'effet rebond. Par exemple, l'amélioration du rendement énergétique des voitures est annulée par l'augmentation du nombre de véhicules produits. De même, espérer construire une économie dématérialisée et sans impacts est un leurre : il faut de nombreux métaux rares pour construire des ordinateurs et beaucoup d'énergie pour les faire fonctionner.

A l'heure actuelle, rien ne permet d'affirmer qu'une croissance verte permettrait la généralisation à tous les humains du mode de consommation dominant dans les pays riches. Tout indique au contraire que la généralisation à tous les humains du mode de consommation dominant, même « vert », épuiserait en quelques décennies les sols, l'eau, les forêts, les principaux minerais et les ressources énergétiques sans résoudre le dérèglement climatique. La notion de croissance durable, verte ou non, est un oxymore et une solution marketing visant à permettre la poursuite d'un modèle de développement insoutenable.

1.4 - Les dangers du techno-scientisme

Les progrès scientifiques et techniques ont pu améliorer les conditions de vie de nombreuses personnes, en particulier dans les pays industrialisés. Certains restent utiles pour construire des sociétés soutenables en permettant, par exemple, de généraliser l'accès aux énergies renouvelables. Cependant, ils entretiennent la croyance dangereuse que des solutions techno-scientistes pourraient résoudre les problèmes des sociétés contemporaines sans avoir à remettre en cause le dogme de la croissance infinie.

Il en est ainsi pour l'énergie nucléaire, les OGM, le stockage géologique du CO₂, les nanotechnologies voire la fertilisation des océans. Leurs promoteurs évoquent de futurs progrès techniques, dont la faisabilité est très loin d'être démontrée, et passent sous silence les risques que ces technologies font peser sur la santé, les écosystèmes et les libertés fondamentales (du droit du citoyen à l'information sur les nanotechnologies à la liberté pour les paysans d'utiliser leurs propres semences).

Ces « progrès » sont des outils renforcés de contrôle social et de conquêtes de nouveaux domaines de la biosphère. L'absence de débat démocratique sur les politiques de développement des technologies ne contribue pas à donner aux citoyens les moyens de peser sur les choix effectués.

2 – LA REPOSE DES AMIS DE LA TERRE : DES SOCIÉTÉS SOUTENABLES

Les Amis de la Terre veulent un monde pacifique et durable, fondé sur des sociétés en harmonie avec la nature, où chacun puisse vivre dans la dignité, la satisfaction de ses besoins fondamentaux et l'accomplissement de soi. Ils proposent de bâtir ces sociétés au sein desquelles équité et droits des personnes et des peuples soient réellement respectés. Il n'y a pas un modèle unique de société soutenable.

Il y a des sociétés soutenables aussi diverses que les sociétés humaines peuvent l'être. Le respect des principes démocratiques, de la justice sociale, économique et environnementale ainsi que l'égalité des sexes constituent des impératifs absolus de ces sociétés.

2.1 - Sobriété et équité

La soutenabilité écologique, au sens scientifique du terme, se définit par la capacité de « portage » d'un écosystème. C'est-à-dire que les prélèvements de ressources et la production de déchets ne doivent pas excéder leur capacité de renouvellement et d'absorption. En conséquence, toutes les sociétés soutenables devront répondre à leur manière à deux impératifs :

- la sobriété qui doit permettre d'utiliser tout type de ressource de manière à ne pas menacer sa disponibilité aujourd'hui et dans le futur ;
- l'équité dans le partage des ressources au sein d'un même pays, entre les différents pays et les différentes générations mais aussi dans le partage des connaissances et des techniques entre les pays (notamment entre pays avancés et moins avancés).

2.2 - L'espace écologique

Sobriété et équité sont mises en œuvre dans le cadre de l'espace écologique qui permet d'articuler satisfaction des besoins fondamentaux et préservation des écosystèmes. Il se définit comme la quantité de ressources naturelles (énergie, eau, minerais, végétaux...) et de territoire pouvant être utilisée de manière soutenable, à tous les niveaux, de l'individuel au collectif, du local au global.

Cet espace se situe entre :

- un plancher qui correspond au minimum de ressources dont chaque personne doit disposer pour couvrir ses besoins fondamentaux : accès à l'air, à l'eau, à l'alimentation, à l'énergie, à l'habitat... mais aussi à la santé, à l'éducation, à l'information et à la culture ;
- un plafond, au-delà duquel toute personne ou groupe utilisant une ressource empiète sur l'espace écologique d'autrui et sur celui des générations futures.

Les consommations situées sous le plancher et au-dessus du plafond, et les modes de vie qui leur correspondent, sont insoutenables. Elles doivent progressivement disparaître en faisant converger l'ensemble des pays ainsi que chaque citoyen vers un espace écologique soutenable. C'est entre ces deux seuils qu'il est possible de créer des sociétés soutenables en faisant preuve de créativité et en s'adaptant aux conditions locales.

La logique de l'espace écologique peut s'appliquer pour de nombreuses productions. Par exemple, une production et une consommation minimum de papier est nécessaire pour l'éducation et faire vivre une démocratie (30 à 50 kg/an/personne) mais cette consommation doit être plafonnée. Aujourd'hui, en Europe, la consommation moyenne est de l'ordre de 200 kg/an/personne (à cause de la publicité et du suremballage essentiellement). Afin d'alimenter l'Europe en papier, d'immenses surfaces de terres situées en Amérique du Sud font l'objet d'un accaparement pour la plantation de monocultures d'eucalyptus. Ces plantations empiètent largement sur l'espace écologique des habitants de ce continent: de nombreux paysans sont privés de terres et de grandes quantités d'eau sont pompées par ces arbres. L'accès à l'eau et à la nourriture, deux besoins fondamentaux, sont donc remis en cause par la surconsommation d'autres personnes.

De même, en matière de revenus, les excès de richesse et de misère sont insoutenables : il faut instaurer un revenu minimum d'existence garanti pour tous (plancher) et un revenu maximum (plafond) qui ne devrait pas être supérieur à un taux établi démocratiquement entre tous les partenaires concernés.

3 - LA TRANSITION VERS DES SOCIÉTÉS SOUTENABLES

La mise en place de sociétés soutenables est impérative et urgente. Les êtres humains doivent imaginer et expérimenter, dès maintenant, les conditions permettant d'y parvenir. Dans le cas contraire, ils subiront tous à terme, et en premier lieu les plus pauvres, les pénuries et les récessions pouvant conduire à la barbarie.

Trois niveaux d'actions sont indispensables et indissociables pour mettre en place cette transition : le niveau individuel, car rien ne pourra être fait sans la prise de conscience et le changement graduel de comportement de chacun(e) ; le niveau des alternatives collectives qui contribuent dès aujourd'hui à la mise en œuvre de la transition ; le niveau des politiques publiques, car aucune transition ne sera possible sans la promulgation de lois et de réglementations nationales et internationales et l'exécution effective des lois et réglementations déjà existantes.

3.1 - La décroissance, condition de la transition

Pour parvenir à des sociétés soutenables, le dogme de la croissance du PIB devra être abandonné, tout comme l'objet marchand devra cesser d'être la référence absolue de la société. Partant du constat qu'il est illusoire de vouloir découpler la croissance économique de ses impacts sur la biosphère, les Amis de la Terre participent pleinement du mouvement pour la décroissance.

La décroissance, c'est d'abord la dé(-)croissance, c'est à dire la nécessité pour tout être humain de se libérer de l'imaginaire de la croissance. Il ne s'agit en rien de maintenir les plus pauvres dans la précarité, la décroissance matérielle des plus riches est au contraire indispensable à la convergence des économies, à la satisfaction des besoins vitaux de tous les humains et à l'équilibre des écosystèmes.

Les pays dits émergents s'engouffrent aujourd'hui à leur tour dans la course à la croissance, multipliant les risques de faire basculer la planète. C'est une raison supplémentaire pour que les pays "développés" changent de pratiques ainsi que le modèle qu'ils proposent comme exemple au monde, et s'engagent dans une convergence des économies.

3.2 - Démographie et mode de vie

Les hommes sont-ils trop nombreux sur Terre pour pouvoir construire des sociétés soutenables ? A ce sujet, il est tout d'abord essentiel de rappeler que l'épuisement de la biodiversité et des ressources naturelles est dû à la surconsommation des plus riches à et aux méfaits du dogme de la croissance mondialisée, bien plus qu'à l'accroissement de la population. L'exemple de la surconsommation de viande est, de ce point de vue, très éclairant. Cela n'empêche pas que la viabilité de la vie sur Terre exige une stabilisation progressive de la population mondiale. Cette stabilisation est en cours et l'expérience montre qu'elle accompagne toujours la progression de l'éducation, en particulier des femmes, et des droits sociaux.

3.3 Relocaliser, un impératif écologique et social

Une des conditions pour construire des sociétés soutenables est l'indispensable relocalisation des activités.

Cette relocalisation n'a rien à voir avec le repli sur soi, bien au contraire, elle va de pair avec l'échange et l'ouverture aux autres sociétés, avec la solidarité et la liberté de circulation des personnes. Relocaliser, c'est limiter l'impact écologique des transports et cesser la recherche et l'exploitation prédatrice de ressources dans des pays lointains. Il ne s'agit pas pour autant d'empêcher un commerce international équitable, qui est justifié du fait que certaines ressources sont inégalement réparties à la surface du globe.

Relocaliser, c'est fonder l'économie et les échanges sur des liens directs, indispensables à la confiance entre citoyens et collectivités, entre producteurs et consommateurs, plutôt que sur l'anonymat et la standardisation.

La relocalisation passe par des choix d'aménagement du territoire beaucoup plus équilibrés. Face au modèle de mise en concurrence de quelques métropoles européennes et mondiales reliées entre elles par des grandes infrastructures (aéroports, autoroutes, lignes grande vitesse), les Amis de la Terre promeuvent les solidarités locales ville/campagne (priorité aux transports en commun régionaux, aux productions locales et à la création d'emplois sur tout le territoire...).

Outre les gains écologiques, les filières courtes et productions locales peuvent générer des centaines de milliers d'emplois, tout en limitant les risques d'anonymat, de bureaucratisation et de dépossession propres aux filières longues. L'énergie, les produits de l'agriculture et de l'industrie, notamment, doivent, pour l'essentiel, être produits et consommés localement, comme doivent être traités localement les déchets qui en résultent.

3.4 - Des propositions et des expériences locales multiples

Partout dans le monde, la critique et la contestation du modèle dominant se renforcent et des solutions expérimentales pour une transition vers des sociétés soutenables se développent. Il est impossible de citer toutes les initiatives qui surgissent dans les domaines les plus divers : mouvement des Villes en transitions, de la simplicité volontaire, scénario négaWatt, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), éco-villages, systèmes d'échanges locaux (SEL) et monnaies locales, banques éthiques, initiatives de financement solidaires, etc.

Leur développement démontre qu'il est possible de construire des alternatives au capitalisme et d'inventer de nouvelles façons de vivre ensemble. Les Amis de la Terre soutiennent résolument tous ces mouvements. Ils participent à leurs expériences et aux débats que leurs pratiques impliquent.

3.5 - La transition face aux pouvoirs publics et aux intérêts économiques et financiers

La transition vers des sociétés soutenables ne peut s'appuyer sur une simple accumulation d'alternatives. Aussi nombreuses et innovantes soient elles, elles ne suffiront pas à changer les modes de production et d'échange dominants. Pour les ancrer dans la durée, pour éviter leur récupération commerciale ou pour qu'elles ne s'enfoncent pas dans des dérives marginales, il faut les adosser à une réflexion politique sur le rapport au pouvoir. Des mesures d'envergure globale qui affirment la prépondérance de solutions politiques portées par les citoyens sur les pouvoirs économiques et financiers, sont indispensables pour permettre la transition.

L'Etat, aujourd'hui instrumentalisé par les puissances économiques, reste néanmoins le garant de la souveraineté des peuples et de leurs droits, de l'intérêt général contre les intérêts particuliers. En ce sens, nous agissons pour l'amener à jouer son rôle de régulateur pour mettre en place les conditions de la transition, en utilisant les outils qui les plus adaptés: la réglementation, la fiscalité écologique et équitable, le maintien et la maîtrise des services publics et notamment des réseaux d'énergie et de transports, l'éducation tournée vers la solidarité plutôt que l'individualisme.

3.6 - Pour un renouveau démocratique

La concentration économique conduit à une fusion du pouvoir politique et du pouvoir économique. Elle est renforcée par le contrôle croissant des médias par les grandes entreprises. La limitation du pouvoir des acteurs économiques et le contrôle des pouvoirs étatiques ne pourront pas être mis en oeuvre sans des changements politiques de grande ampleur. En ce sens, la démocratie représentative telle qu'elle existe ne saurait suffire. Le cumul des mandats, les conflits d'intérêts et la concentration du pouvoir au sein d'une élite

sont autant de freins à un renouvellement du projet démocratique. La démocratie doit donc être profondément renouvelée.

Il faut inventer des formes de démocratie fédérales, relocalisées, participatives et directes, visant à une responsabilisation de l'ensemble des citoyens. Ces pouvoirs relocalisés se doteront de formes de coopération à toutes les échelles, locales, nationales et internationales, garantissant le respect de l'équité et la justice et d'un calendrier d'objectifs à atteindre grâce, notamment, à une planification décentralisée et démocratique. Dans ce cadre, de nouveaux indicateurs privilégiant les aspects écologiques et sociaux seront mis en place pour mesurer la progression vers la soutenabilité.

Les relations internationales doivent elles aussi être réinventées. Il s'agit de parvenir à une gouvernance au service de la solidarité mondiale plutôt qu'à celui des intérêts commerciaux et financiers ou égoïstement nationalistes. La défense et l'extension des droits doivent être réaffirmées afin de créer une troisième génération de droits prenant intégralement en compte la dimension écologique, venant compléter la première génération de droits relative aux droits politiques et la deuxième qui détermine les droits sociaux.

Enfin, les Amis de la Terre soutiennent l'intervention démocratique des citoyens dans la détermination des politiques de recherche et dans les choix technologiques. Ils promeuvent la mise en place de politiques publiques qui développent la recherche fondamentale et la recherche orientée vers la satisfaction des besoins fondamentaux et proposent l'application du principe de précaution et de moratoires sur les recherches à risques.

3.7 - Repenser l'entreprise et l'économie

Le capitalisme promeut une extension sans précédent de la propriété privée. Sa logique le conduit à pousser à l'extrême la concentration, aussi bien du foncier que des entreprises. Le communisme avait conduit à la même concentration. A l'époque cela c'était fait sous le contrôle exclusif de l'Etat. Mais les échecs humains et politiques du communisme ne doivent pas servir de prétexte pour masquer ceux du capitalisme et pour retarder son dépassement. Le capitalisme est non seulement incapable de prendre en compte les limites physiques de la planète, ce qui le discrédite pour résoudre de la crise écologique, mais il creuse toujours plus les inégalités sociales, ce qui le discrédite pour organiser un partage plus équitable des ressources.

Aujourd'hui, tout ceci est exacerbé par l'emprise des pouvoirs financiers dont le seul objectif est la maximisation immédiate du profit. Cette logique capitaliste n'a aucune place dans un monde soutenable. Afin d'éviter le contrôle du marché par des oligopoles privés, la concentration des grandes entreprises et des institutions financières (notamment les banques) doit être fortement limitée. Une régulation stricte des marchés, en premier lieu les marchés financiers, des investissements et du commerce est également impérative. Face aux dérives actuelles allant jusqu'à l'appropriation du vivant, la propriété privée doit être réglementée selon les impératifs de l'intérêt général. Les formes traditionnelles ou innovantes de droits d'usage et de propriété collective avec usufruit des utilisateurs doivent être encouragées.

Les Amis de la Terre soulignent cependant le potentiel des petites et moyennes entreprises locales. Ils soutiennent les formes alternatives d'entrepreneuriat qui expérimentent la collecte de fonds privés à des fins d'innovation et de création d'entreprises de proximité à taille humaine comme les Sociétés coopératives et participatives (SCOP) ou les organismes de finance solidaire. Ces structures rapprochent l'entrepreneur de ceux qui lui apportent leur concours financier et s'inscrivent totalement dans la transition vers des sociétés soutenables.

3.8 - Réduire les inégalités de revenus, repenser le travail et le rapport au temps

Pour les Amis de la Terre, l'instauration d'un revenu minimum d'existence est essentielle. Ce revenu doit s'accompagner d'un droit renforcé à l'éducation, à la santé, au logement et à l'ensemble des services publics. Il consiste en une allocation de ressources versée sans conditions à tous les citoyens. Son montant doit être suffisant pour permettre à chacun l'autonomie sociale et financière dans une société basée sur le principe de sobriété. Il peut être versé sous la forme de monnaies locales, moyen essentiel pour permettre la relocalisation des activités.

Ce revenu inconditionnel remet en cause le monopole du travail contraint comme source de reconnaissance et d'intégration. Couplé à l'instauration d'un revenu maximum il resserre les écarts de revenus et les rend acceptables.

Dès lors que l'objectif n'est plus de croître matériellement, le rapport au temps peut être repensé. Le travail n'a plus à être concentré sur la vitesse d'exécution mais sur la qualité de l'ouvrage et les conditions de sa réalisation. Il peut être réparti harmonieusement et permettre une augmentation du temps libre. Ainsi, les êtres humains pourront se consacrer à une multitude d'activités porteuses de joies et de plaisirs. Ces activités ne réclamant que peu de moyens matériels donnent, très souvent, un sens à la vie, et sont aussi utiles socialement.

4 – MOINS DE BIENS, PLUS DE LIENS

La vraie richesse de l'être humain réside dans sa dimension sociale et spirituelle plutôt que dans l'accumulation de biens, d'autant plus qu'au-delà d'un certain seuil, la consommation ne permet pas d'être plus heureux mais répond surtout à une logique de reconnaissance sociale.

Les sociétés soutenables ne pourront pas être bâties sur la peur du chaos ou sur une volonté de revanche de ceux qui ont le plus soufferts contre ceux qui ont trop. Leur construction doit s'appuyer sur la raison qui nous invite à prendre conscience de la nécessité de ne pas dépasser nos limites et nous dit que la soutenabilité est désirable. Les sociétés soutenables ne sont pas synonyme de retour à la pauvreté généralisée et de régression, bien au contraire. Les innovations et les réalisations personnelles y sont encouragées dès lors qu'elles contribuent à l'intérêt général.

Les sociétés soutenables doivent permettre l'expression de la solidarité, de la générosité, de l'honnêteté. Ces valeurs éthiques sont les socles de la cohésion et de l'harmonie sociale. Elles sont indispensables pour faire face aux éventuelles épreuves que ces sociétés peuvent rencontrer. Soutenables sur le plan quantitatif, conviviales entre leurs membres, solidaires avec les autres sociétés, respectueuses de la biosphère et de tous les habitants de la planète, ce sont les propriétés des sociétés que les Amis de la Terre désirent.